

Climat : la COP24 adopte les règles d'application de l'accord de Paris

Le sommet, qui s'est achevé samedi en Pologne, a réussi à rendre opérationnel l'accord de Paris de 2015, mais a échoué à engager une hausse collective des efforts.

Par Audrey Garric Publié le 15 décembre 2018 à 22h15 - Mis à jour le 17 décembre 2018 à 11h04
https://www.lemonde.fr/climat/article/2018/12/15/climat-la-communaute-internationale-adopte-les-regles-d-application-de-l-accord-de-paris_5398257_1652612.html

Les conférences mondiales sur le climat convoquent différentes perceptions du temps. Celui, interminable, des assemblées plénières repoussées heure après heure, des projets de texte qui se succèdent et des délégués qui ne parviennent pas à s'entendre. Et l'autre, l'accélération prodigieuse des débats, qui permet l'aboutissement de plusieurs années de travail en une quinzaine de jours.

La COP24, qui s'est tenue du 2 au 15 décembre à Katowice, au cœur de la région charbonnière polonaise, n'a pas fait exception à la règle. Samedi soir, après un coup de marteau donné avec une trentaine d'heures de retard, les 196 pays sont parvenus à s'entendre sur les règles d'application de l'accord de Paris, conclu en 2015, permettant sa mise en œuvre effective en 2020. La communauté internationale a en revanche échoué à s'engager sur une hausse des efforts collectifs dans la lutte contre le changement climatique, malgré les catastrophes qui se multiplient à travers le monde.

« *Cela a été une longue route. Nous devons tous abandonner un peu individuellement pour gagner collectivement* », a déclaré Michal Kurtyka, le secrétaire d'Etat à l'environnement polonais, président des débats. La France, représentée trois jours seulement à haut niveau, s'est félicitée de la décision. « *La communauté internationale reste engagée dans la lutte contre le changement climatique* », a écrit sur Twitter le président Macron, qui n'a pas fait le déplacement, tandis que le ministre de la transition écologique, François de Rugy, jugeait que « *nous sommes maintenant collectivement mieux armés* » pour « *parcourir (...) un chemin encore long et difficile* ».

Je salue l'accord obtenu à la COP24 à Katowice. La communauté internationale reste engagée dans la lutte contre le... <https://t.co/8xrRgI5fSa>

— EmmanuelMacron (@EmmanuelMacron)

« Ni assez vite ni assez loin »

Une satisfaction sans nuance qui n'était pas partagée dans les allées du centre de conférence. « *Le principal mérite de l'accord de Katowice, c'est qu'il existe, malgré un contexte international difficile. Mais il est clair que la lutte contre le changement climatique ne va ni assez vite ni assez loin* », a déclaré Laurent Fabius, l'ancien président de la COP21.

Il y a urgence : en octobre, dans un rapport historique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), décrivant les bouleversements que connaîtrait la planète si la

température mondiale dépassait 1,5 °C de réchauffement, appelait les pays à diviser par deux leurs émissions d'ici à 2030. Malgré cette alerte et la mobilisation sans précédent de la société civile, la COP, menée par une présidence polonaise souvent qualifiée de « *faible* », n'est pas vraiment parvenue à être à la hauteur. Contrairement à 2015, la communauté internationale n'est plus portée par le duo Etats-Unis-Chine ni par l'Union européenne, alors que le couple franco-allemand est en panne. « *Ce manque de réponse au rapport du GIEC, c'est choquant, selon Jennifer Morgan, directrice de Greenpeace International. Vous ne pouvez pas vous réunir après ça, et dire que vous ne pouvez pas faire plus !* »

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Climat : la COP24 confrontée à un grand vide politique](#)

Tout au long des quinze jours de COP, les discussions, très techniques, ont été freinées par une succession de confrontations et de blocages. Jusqu'à une dernière bataille déclenchée par le Brésil, qui a retardé la conclusion des travaux samedi. Brasilia a réussi à faire repousser à la COP25, organisée au Chili l'an prochain, les décisions sur l'application d'un article très complexe ayant trait au fonctionnement des mécanismes de marché, c'est-à-dire aux échanges d'émissions de CO₂ qui permettent aux pays les moins pollués de revendre des quotas à ceux émettant plus.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [A la COP24, le Brésil s'inquiète du nouveau gouvernement de Bolsonaro](#)

La Turquie a encore rallongé les arbitrages de dernière minute, en mettant sur la table un dossier qu'elle rouvre à chaque COP : elle réfute son classement dans la liste des pays développés par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, ce qui lui interdit l'accès à des aides financières.

Engagements insuffisants

Les négociateurs sont parvenus à trouver un consensus sur le reste du guide d'application de l'accord de Paris (le *rulebook*), dans un long texte de 130 pages. Ils ont résolu l'épineuse question des règles de transparence, qui permettent de vérifier que les pays respectent leurs promesses. Après des tensions avec les Etats-Unis et d'autres nations riches, la Chine et les pays en développement ont accepté un cadre commun, mis en place à partir de 2024. Des flexibilités seront toutefois accordées aux Etats disposant de moins de moyens techniques et financiers.

« *Le rulebook reste incomplet : la référence aux droits humains comme boussole de l'action climatique a été supprimée du texte et la question des pertes et préjudices [les dommages irréversibles causés par les dérèglements du climat], pourtant cruciale pour les pays les plus vulnérables, est réduite au strict minimum* », dénonce Fanny Petitbon, experte climat de l'ONG Care France.

Surtout, la COP a raté l'occasion d'aller plus loin sur l'ambition, le maître mot de cette rencontre, qui se réfère aux efforts que font les Etats. Leurs engagements pris en 2015 sont insuffisants, puisqu'ils mettent la planète sur une trajectoire de réchauffement de 3,2 °C – d'autant que les émissions mondiales sont en hausse cette année. Sur ce point, les négociateurs se sont limités au service minimum : ils ont répété que les pays devaient « *mettre à jour leurs contributions* » d'ici à

2020, ce qui est déjà prévu par l'accord de Paris. Ils ont également « *insisté sur l'urgence d'une ambition accrue* », sans donner de calendrier.

Enfin, ils n'ont pas réussi à « *accueillir favorablement* » les conclusions du rapport du GIEC. « *C'est plus que décevant. Nous ne pouvons ignorer ses recommandations. (...) C'est une question de justice et de survie* », affirme l'Ethiopien Gebru Jember Endalew, qui préside le groupe des quarante-sept pays les moins avancés, représentant un milliard d'humains. Ces Etats, ainsi que les petites îles, n'ont pas fait le poids face à la pression de quatre nations pétrolières – l'Arabie saoudite, le Koweït, la Russie et les Etats-Unis – pour minorer l'importance de l'étude du GIEC.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [COP24 : les Etats pétroliers, experts en blocage des négociations climatiques](#)

« **Argent réel** »

« *L'ampleur des négociations sur les règles d'application de l'accord de Paris ne masque pas le manque de volonté politique des Etats pour accroître leurs efforts de réduction des émissions*, prévient Lola Vallejo, directrice du programme climat de l'Institut du développement durable et des relations internationales. *Il faut que les Etats se réveillent et s'engagent dans une dynamique nationale et collective.* » Pour l'instant, une cinquantaine d'entre eux ont annoncé de manière ferme qu'ils allaient publier de nouveaux engagements d'ici à 2020, mais seules les îles Marshall les ont d'ores et déjà mis sur la table.

Cette ambition accrue ne peut se faire sans financements. Or, « *les dirigeants ont échoué à en mobiliser suffisamment* », alerte l'Indien Harjeet Singh, de l'ONG ActionAid International. Les pays du Nord ont promis de transférer 100 milliards de dollars (88 milliards d'euros) par an aux pays du Sud d'ici à 2020, pour permettre à ces derniers de s'adapter au réchauffement et de réduire leurs émissions polluantes. « *Mais cette somme inclut des prêts, et nous ne savons pas comment s'assurer qu'il s'agit bien d'argent réel* », dénonce-t-il, ajoutant que les « *besoins se comptent en milliers de milliards de dollars* ». L'absence de promesses pour la suite, après 2025, inquiète également les pays du Sud.

Le combat n'est pas terminé, veut croire le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, venu trois fois à Katowice pour mettre la pression sur les négociateurs. « *Mes cinq priorités seront ambition, ambition, ambition, ambition et ambition* », a-t-il insisté, samedi soir, évoquant le sommet sur le climat qu'il convoque, à New York, en septembre 2019. Car plus que jamais, le temps est compté.